

Indice de perception de la corruption 2009

Perspectives régionales : Union européenne et Europe de l'Ouest

Nombre de pays/territoires : 30

Parmi les pays figurant en tête du classement de l'*Indice de perception de la corruption 2009* (IPC) figurent plusieurs membres de l'Union européenne et d'autres États de l'Europe de l'Ouest. Cependant, l'Indice montre également que la région est loin d'être débarrassée de toute corruption et que de nombreuses réalisations sont encore précaires. Des efforts soutenus en matière de lutte contre la corruption sont indispensables pour améliorer l'intégrité et la responsabilité, et s'assurer que les États individuels tous comme ceux de l'Union européenne sont à la hauteur des attentes et des aspirations de leurs citoyens.

Tandis que la **Bulgarie** s'est efforcée de prouver qu'elle avait réformé sa gestion des financements de l'Union européenne afin de bénéficier des fonds de préadhésion et de postadhésion, jusqu'alors bloqués, les élections législatives de juillet 2009 ont porté au pouvoir un nouveau gouvernement qui a fait campagne autour de la lutte contre la corruption. Pendant les premiers mois qui ont suivi la prise de fonction du nouveau gouvernement, plusieurs cas de corruption ont été traduits en justice. Par conséquent, l'UE a annoncé le déblocage de centaines de millions d'euros. Des réformes ont également été introduites au niveau des douanes et de la police des frontières afin d'obtenir le déblocage de 600 millions d'euros supplémentaires. Cependant, des réformes pour juguler la corruption politique et faire face au crime organisé doivent encore être mises en place.

En **République tchèque**, les efforts menés en matière de lutte contre la corruption pâtissent de la faible priorité donnée aux réformes et de l'instabilité politique consécutive à la chute du gouvernement, début 2009. Le score de la République tchèque a chuté, passant de 5,2 en 2008 à 4,9 en 2009. Les récentes prises de position publiques du gouvernement, destinées à affaiblir l'indépendance judiciaire (particulièrement vis-à-vis de cas de corruption à de hauts niveaux), ainsi que les changements actuels de personnel au sein des unités spécialisées de police, n'ont fait que saper davantage l'efficacité de la lutte anti-corruption. La République tchèque fait partie des quelques signataires n'ayant pas encore ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption. Aussi, le score obtenu par la République tchèque au titre de l'IPC 2009 souligne le besoin de mettre en place des réformes structurelles dans le pays.

La situation de la **Grèce**, qui a enregistré une chute importante de son score, passant de 4,7 en 2008 à 3,8 cette année, est particulièrement préoccupante. Le score de 2009 reflète une application insuffisante de la législation anti-corruption, d'importants retards dans le processus judiciaire et une suite de scandales de corruption dans le secteur privé, indicateurs de faiblesses systémiques. Le mauvais score de la Grèce montre que l'adhésion à l'Union européenne n'entraîne pas automatiquement une diminution de la corruption. Des efforts immédiats et durables sont indispensables afin que le pays se conforme à des niveaux acceptables de transparence et de responsabilité.

Le score IPC de la **Lettonie** a chuté de 5,0 en 2008 à 4,5 en 2009. Cette régression est principalement due aux scandales de corruption à hauts niveaux et à la tentative du gouvernement précédent de s'attaquer à l'Agence nationale de lutte contre la corruption, en 2008. Le cas de corruption ayant sans doute provoqué le plus de dégâts est celui du sauvetage d'une banque locale, par le gouvernement précédent, fin 2008, au profit des propriétaires de la banque, de grands investisseurs et peut-être de responsables politiques. Le sauvetage a finalement contribué à l'effondrement de l'économie lettonienne, affectant ainsi sérieusement les marges de manœuvre du gouvernement, y compris ses capacités de lutte contre la corruption.

Grâce à un large soutien politique et une réforme institutionnelle, le score de la **Pologne** s'est amélioré, passant de 4,6 en 2008 à 5,0 en 2009. L'amélioration des perceptions de la corruption est due à plusieurs développements majeurs, parmi lesquels : la mise en place d'un Bureau ministériel de lutte contre la corruption, un accroissement du nombre d'enquêtes menées par le Bureau central de lutte contre la corruption et le projet d'adoption d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption, appelée « Bouclier anti-corruption ». Ces efforts doivent être poursuivis et renforcés.

La **Roumanie** n'a pas été en mesure d'améliorer ses efforts de lutte contre la corruption, comme le montre l'Indice. Une série de décisions politiques a affaibli les institutions politiques et donné l'impression que le risque de corruption a augmenté dans le pays depuis le début des négociations d'adhésion à l'Union européenne. Ironiquement, le fait d'appartenir à l'UE semble diminuer la pression sur les réformes anti-corruption. La Roumanie fait ainsi face à une dégradation de son climat d'intégrité publique, marqué par l'absence de coordination stratégique concernant les mesures législatives et institutionnelles de lutte contre la corruption.

Des scandales persistants portant sur des passations de marché, un gouvernement tardant à donner des réponses, ainsi que des déclarations d'avoirs douteuses par des hommes politiques connus ont contribué à faire baisser le score de la **Slovaquie** (5,0 en 2008 contre 4,5 en 2009). La faiblesse relative du nombre des institutions de contrôle, une législation sur la presse plus sévère et des restrictions fréquentes du gouvernement sur les médias et les ONG constituent par ailleurs des sujets de préoccupation.

Rang	Rang régional	Pays/territoire	Score IPC 2009	Intervalle de confiance		Nombre d'enquêtes utilisées
				Limite inférieure	Limite supérieure	
2	1	Danemark	9,3	9,1	9,5	6
3	2	Suède	9,2	9,0	9,3	6
5	3	Suisse	9,0	8,9	9,1	6
6	4	Finlande	8,9	8,4	9,4	6
6	4	Pays-Bas	8,9	8,7	9,0	6
8	6	Islande	8,7	7,5	9,4	4
11	7	Norvège	8,6	8,2	9,1	6
12	8	Luxembourg	8,2	7,6	8,8	6
14	9	Allemagne	8,0	7,7	8,3	6
14	9	Irlande	8,0	7,8	8,4	6
16	11	Autriche	7,9	7,4	8,3	6
17	12	Royaume-Uni	7,7	7,3	8,2	6
21	13	Belgique	7,1	6,9	7,3	6
24	14	France	6,9	6,5	7,3	6
27	15	Chypre	6,6	6,1	7,1	4
27	15	Estonie	6,6	6,1	6,9	8
27	15	Slovénie	6,6	6,3	6,9	8
32	18	Espagne	6,1	5,5	6,6	6
35	19	Portugal	5,8	5,5	6,2	6
45	20	Malte	5,2	4,0	6,2	4
46	21	Hongrie	5,1	4,6	5,7	8
49	22	Pologne	5,0	4,5	5,5	8
52	23	République tchèque	4,9	4,3	5,6	8
52	23	Lituanie	4,9	4,4	5,4	8
56	25	Lettonie	4,5	4,1	4,9	6
56	25	Slovaquie	4,5	4,1	4,9	8
63	27	Italie	4,3	3,8	4,9	6
71	28	Bulgarie	3,8	3,2	4,5	8
71	28	Grèce	3,8	3,2	4,3	6
71	28	Roumanie	3,8	3,2	4,3	8